

Olivier Maingain : « Je suis candidat à ma réélection, je ressens l'urgence »

FDF Le leader amarante veut se relancer à la tête de son parti le 8 mars prochain

► Le président du FDF veut poursuivre « car le pays, la société, sont à un tournant. Il y a trop d'incertitudes, il faut de la cohérence, de l'expérience ».

► Il cible le nationalisme flamand : « Le gouvernement Michel n'est qu'une parenthèse. »

Pressenti, attendu, Olivier Maingain nous annonce qu'il est bien candidat à sa réélection à la tête du FDF – le scrutin aura lieu le 8 mars, au suffrage universel des membres.

Candidat. Pourquoi ?

Ma décision est fondée sur cette conviction : dans une période très incertaine, un tournant dans l'évolution de nos sociétés européennes, une forme de constance, de cohérence dans le discours, d'expérience, garde un avantage, notamment par rapport à l'adhésion de l'opinion à l'action politique.

Septième mandat quand même...

Oui, mais je ne me sens pas fatigué de ce que je fais. Je me sens encore plus déterminé tant je ressens l'urgence, je vous l'ai dit.

Ma combativité reste intacte. Et la séparation avec le MR, à la fin 2011, est ressentie chez nous comme une chance, un gage de progrès pour le parti. Ce progrès, j'y travaillerai.

Vous parlez de constance, d'expérience, cela étant, la tendance, la mode, c'est plutôt le changement, le zapping, la nouveauté...

Je sais bien que la société très médiatisée aime bien changer les têtes et amener de la nouveauté – pour de la nouveauté –, mais je suis enclin à penser qu'on a besoin de solidité dans l'approche d'un certain

nombre de défis qui attendent nos sociétés.

Vous lestez votre choix d'une certaine gravité... C'est de bonne guerre pour un candidat...

Ce n'est pas si simple. Vous avez parlé de « gravité ». C'est vrai. D'abord, nous sommes dans un pays où le nationalisme flamand reste un fait dominant, et l'on voit bien, avec Bart De Wever, que le gouvernement Michel n'est qu'une parenthèse. Ensuite, la crise économique, dans les pays européens, traduit une incapacité à redévelopper un projet d'Etat providence. Enfin, je ne veux pas jouer l'alarmiste et l'inquiétude pour l'inquiétude, mais le débat actuel sur le fanatisme traduit un échec de la compréhension et de l'affirmation de certaines valeurs ; d'où mon choix de remettre en évidence le principe de la laïcité, ma volonté d'organiser des « as-

sises de la laïcité ». C'est « le » débat de société : comment ramène-t-on une génération sur des convictions plus ancrées dans nos traditions et notre histoire démocratique. La démocratie risque de ne plus être vécue avec la même adhésion et la même intensité par des couches importantes de la population.

Quant à votre « programme » pour votre nouveau mandat ?

Outre l'organisation interne, le redéploiement du FDF sur la Wallonie, je vois trois axes... A commencer par l'approfondissement du libéralisme social : le développement économique dans la solidarité.

Mais le « libéralisme social », le MR s'en revendique...

Son alliance avec l'extrême droite nationaliste restera pour moi le point de déshonneur pour le MR, pour longtemps. Si ce parti avait un soupçon de libéralisme social, cette alliance-là lui aurait paru contre-nature.

Deuxième axe de votre programme...

Avoir le courage d'affronter fermement le nationalisme flamand, qui est la négation de ce que nous défendons, de notre vision de la société. Il faut forcer les nationalistes flamands à dire clairement vers quoi ils veulent aller ou ce qu'ils cherchent à nous imposer. La pire des choses, c'est quand les francophones acceptent une forme de soumission permanente.

Mais voyez la N-VA au gouvernement fédéral : on a l'impression qu'ils se normalisent...

Oui, oui... Bien entendu, on va nous dire, au gré des événements, qu'ils ont un comportement honorable, sans excès... Mais chassez le naturel, il reviendra au galop, vous verrez dans quelques semaines, quelques mois. Et quand on fera le bilan de la flamandisation de certains secteurs dans l'Etat belge...

Quelle réponse francophone ?

C'est mon troisième axe : l'avenir de la Fédération Wallonie Bruxelles. Poursuivons le démantèlement de l'unité des francophones ? Régionalisons l'enseignement ?... Croyons-nous que c'est en se déforçant que l'on va s'améliorer ? Or, au contraire, nos moyens budgétaires sont maigres, même maigrichons après la sixième réforme de l'Etat, et nous devons nous rassembler, renforcer la Fédération. Se diviser, s'affaiblir, quelle faute ce serait ! ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

« L'alliance avec l'extrême droite nationaliste restera pour moi le point de déshonneur pour le MR »

LONGÉVITÉ**Présidents
francophones :
Maingain devant
Di Rupo**

Président du FDF depuis 1995, **Olivier Maingain** (56 ans) détient le record de longévité parmi les présidents de partis francophones en place : 20 ans aux affaires. Très vraisemblablement réélu le 8 mars au suffrage des membres, il en reprendra pour trois ans.

Derrière, **Elio Di Rupo** (63 ans) préside aux destinées du PS depuis 1999, et a été réélu pour la quatrième fois au suffrage universel des membres, en novembre 2014. Ceci à son sujet : Premier ministre fédéral entre 2011 et 2014, Elio Di Rupo était alors président en « titre » du PS alors que Thierry Giet puis Paul Mignette ont « fait fonction » l'un après l'autre.

Benoît Lutgen (44 ans) emmène le CDH depuis septembre 2011, lorsqu'il a pris le témoin des mains de Joëlle Milquet. A la tête d'Ecolo depuis 2012, **Emily**

Hoyos (38 ans) et **Olivier**

Deleuze (60 ans) sont en partance : en mars, une assemblée générale d'élection tranchera. Deux duos sont attendus dans la compétition : Zakia Khattabi - Patrick Dupriez, à coup sûr, Muriel Gerkens-Benoit Hellings, vraisemblablement.

Enfin, **Olivier Chastel** (50 ans) préside le MR depuis décembre 2014 et le transfert de Charles Michel au « Seize ».